

Le serment de loyauté qui terrorise les Rwandais de la diaspora

BBC Afrique, 20 novembre 2020 Des images fuitées d'une cérémonie de "serment" controversée au Haut-Commissariat du Rwanda à Londres alimentent les allégations d'une répression mondiale agressive de la dissidence par le gouvernement autoritaire de la nation d'Afrique de l'Est, surnommée la nouvelle "Corée du Nord" par ses détracteurs.

Des membres de la diaspora rwandaise affirment à la BBC que de telles cérémonies sont monnaie courante et visent à inculquer la peur et l'obéissance. Un homme indique que ses proches au Rwanda ont été enlevés et peut-être tués pour le punir d'avoir refusé de coopérer. Les autorités rwandaises rejettent ces allégations qualifiées de fausses et sans fondement. Dans la vidéo, récemment diffusée sur WhatsApp, on peut voir plus de 30 personnes se tenant dans une salle de conférence bondée de l'ambassade du Rwanda au Royaume-Uni, levant la main et promettant leur loyauté au parti au pouvoir, le Front patriotique rwandais (FPR). "Si je vous trahis ou si je m'écartere des plans et des intentions du FPR, je trahirais tous les Rwandais et je dois être puni par la pendaison", déclare le groupe, en kinyarwanda, tout en promettant de combattre "les ennemis du Rwanda, où qu'ils soient". L'utilisation par le FPR d'une ambassade - qui se trouve à Londres près de la gare de Marylebone - pour un engagement ouvertement politique est, en soi, remarquable. Ils sont effrayés. Mais, alors que certains des participants à la cérémonie - qui aurait eu lieu en 2017 - pourraient bien être de véritables partisans du parti au pouvoir, vivant maintenant à l'étranger, d'autres déclarent à la BBC que de nombreux participants étaient sous la contrainte. "Je suis certain que la majorité des personnes qui ont prêté ce serment n'y ont pas cru. Nous avons menti pour nous protéger et protéger nos familles au Rwanda", révèle une personne qui était - selon notre enquête - présente à la cérémonie, mais qui nous a demandé de ne pas révéler son nom par crainte de représailles. "C'est ce qui se passe partout. C'est la routine. Soit vous prêtez [le serment], soit vous êtes [l']ennemi. C'est du noir et du blanc", soutient David Himbara, qui était autrefois conseiller principal du président rwandais Paul Kagame. C'est un citoyen canadien, universitaire et militant qui affirme que sa vie a été menacée à plusieurs reprises par les services de sécurité du Rwanda. "La grande majorité y va parce qu'ils sont effrayés. Ils pensent que s'ils n'y vont pas quelque chose arrivera à leur famille [au Rwanda]", indique René Mugenzi, un Britanno-rwandais, militant des droits de l'homme, récemment condamné pour vol au Royaume-Uni et emprisonné. "Vous devez être actif [au sein du FPR]. Même si vous êtes neutre... ils vous soupçonnent de soutenir des groupes d'opposition", souligne-t-il. Interrogé sur la cérémonie de "serment", le Haut-commissariat rwandais a répondu, par courriel, que les membres de la diaspora utilisent sa salle de conférence pour divers engagements culturels et que la participation à un engagement de loyauté au FPR était libre et entièrement de leur propre choix et personne n'est obligé de le faire". Ses frères ont été enlevés. Mais la BBC a eu accès de nouvelles preuves que le gouvernement rwandais a non seulement cherché à menacer les membres de la diaspora considérés comme déloyaux, mais aussi qu'il cherche à punir ces personnes en ciblant leurs parents qui vivent encore au Rwanda. "Afin de m'intimider, ils ont enlevé mes deux frères. Ils n'ont jamais été impliqués dans la politique. Ils étaient sur le sol rwandais. Pourquoi devraient-ils payer un tel prix alors qu'ils n'ont rien fait ?", se demande avec émotion Noël Zihabamwe, depuis sa maison en Australie. M. Zihabamwe est un membre important de la diaspora rwandaise à Sydney. Il est arrivé dans ce pays en tant que réfugié en 2006, cherchant à échapper à ce qui est considéré comme un climat politique de plus en plus étouffant et répressif. Il affirme que son refus de soutenir activement le gouvernement du FPR a provoqué une menace publique de mort de la part d'un diplomate rwandais en visite à la fin de 2017, qu'il a signalée aux autorités australiennes. Cette menace a été suivie par l'enlèvement présumé de ses deux frères, Jean Nsengimana et Antonine Zihabamwe, qui auraient été descendus d'un bus par des policiers près de la ville rwandaise de Karangazi en septembre 2019 et n'ont pas été revus. "Ils ont souvent recours à ce genre d'enlèvement ou d'assassinat de membres de leur famille. Il faut que cela cesse. Nous en avons assez", clame M. Zihabamwe. "Nous aimerions que le gouvernement rwandais rétablisse les droits démocratiques de tous les citoyens, cesse les assassinats ciblés, les enlèvements, les arrestations illégales et les campagnes d'intimidation des anciens citoyens qui, comme moi, vivent à l'étranger", ajoute M. Zihabamwe, qui croit maintenant que ses frères sont probablement morts. Il a décidé de s'exprimer en public, malgré ce qu'il estime être un grand risque pour lui-même et sa famille élargie. "Pourquoi ne peuvent-ils pas faire savoir à la famille où se trouvent les corps de leurs proches, afin que nous puissions organiser des funérailles officielles ? Il y a beaucoup de Rwandais de l'étranger qui ont perdu leurs frères chers. "Je veux parler contre l'injustice. Nous avons besoin d'un leadership qui puisse défendre tout le monde, et non certains", exprime-t-il à la BBC. Des allégations sans fondement La représentation diplomatique rwandaise à Londres rejette les allégations de M. Zihabamwe. Elle les qualifie de mensonges "fatigués et recyclés" et de "stratagème bon marché" de la part de détracteurs politiques pour obtenir l'attention des médias libres". Mais de telles allégations sont considérées comme crédibles par de nombreux chercheurs, groupes de défense des droits de l'homme et diplomates étrangers, qui affirment que les autorités rwandaises semblent avoir pris en compte le fait que - malgré les critiques formulées par les gouvernements occidentaux - de telles actions, qui ont notamment donné lieu à plusieurs assassinats ciblés à l'étranger, ne semblent jamais causer de dommages à long terme aux relations internationales du Rwanda. Le gouvernement rwandais a reçu de nombreux appuis et un soutien financier mondial, pendant des décennies, pour son programme de développement extrêmement fructueux, qui a contribué à lutter contre la pauvreté et a transformé le Rwanda en l'une des économies les plus impressionnantes du continent. "Leur point de vue est le suivant : nous pouvons faire ce que nous voulons, tuer qui nous voulons", déclare une source, sous couvert d'anonymat. Le cas de cet homme, célèbre dans le monde entier - son histoire a été transformée en film hollywoodien (Hotel Rwanda) - pour avoir secouru des personnes du génocide de 1994, a attiré la critique mondiale au début de cette année après qu'il a été renvoyé au pays pour y être jugé pour terrorisme. La mort, en garde à vue, du chanteur de gospel Kizito Mihigo a également suscité une grande colère. Kizito, plus connu sous ce nom, avait tenté de traverser illégalement la frontière du Rwanda, selon les autorités. Ces dernières indiquent qu'il s'est suicidé - une version qui est largement contestée dans la diaspora et par de nombreux analystes. "Si vous êtes rwandais, il est tout simplement plus sûr de garder le

silence", affirme Sarah Jackson, directrice adjointe du programme Afrique de l'Est d'Amnesty International. "Les autorités rwandaises disposent de toute une panoplie de tactiques qu'elles utilisent pour réprimer la dissidence dans leur pays et à l'étranger, allant du harcèlement aux menaces de détention illégale, en passant par les disparitions, la torture, et même jusqu'à renvoyer au Rwanda des dissidents rwandais basés dans d'autres pays sans passer par une procédure d'extradition... et à menacer les membres de leur famille également". Le Haut commissariat du Rwanda à Londres soutient que de telles allégations n'ont aucun fondement et sont propagées par une "poignée d'opposants... afin de nuire à l'image et à la poursuite du développement du Rwanda". Totalitarisme Le président Kagame a officiellement obtenu près de 99 % des voix lors de la dernière élection présidentielle du Rwanda en 2017. A Londres, Abdulkarim Ali, un responsable du Congrès national rwandais, un parti d'opposition, indique: "soit vous faites allégeance au FPR, soit... vous devenez un ennemi de l'État. Nous le comparons normalement à la Corée du Nord". Au Canada, M. Himbara décrit l'idéologie du gouvernement rwandais comme celle du "totalitarisme - un gouvernement qui veut contrôler tous les aspects du peuple rwandais, même dans la diaspora". Le haut-commissariat du Rwanda à Londres assure que l'objectif principal du gouvernement est de sortir les Rwandais de la pauvreté et de créer une bonne qualité de vie et des opportunités pour tous. "On ne se concentre pas sur une poignée d'opposants qui répandent constamment de fausses informations afin de nuire à l'image et à la poursuite du développement du Rwanda".